

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2723>



# Emilie Moreau : Face à Macron président des riches, porter les moyens de la justice sociale et fiscale



- Constats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2018-2019 - Conseil national de janvier 2019 -  
Publication date: jeudi 17 janvier 2019

Creation date: 17 février 2019

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Ce qu'on retient du premier budget Macron ce sont les choix en faveur des plus riches et la volonté de faire payer les salarié-es.

Ce qu'on retient de la lettre de Macron, c'est le refus de remettre en cause la suppression de l'ISF.

Dans le budget, La réduction de la dépense publique, érigée en dogme, aura des conséquences sur le fonctionnement des services publics, fragilisera les mécanismes de solidarités et fera porter l'effort budgétaire sur les ménages.

Le gouvernement confirme ainsi le coup d'estoc porté à la Fonction publique, largement mise à mal avec les projets de recrutements sur contrat et la volonté de pousser les fonctionnaires vers la sortie.

La lettre de cadrage du grand débat a été rendue publique. Si ce débat est mis en place comme dernière tentative de réponse aux demandes des gilets jaunes il s'imbrique totalement dans le projet Macron.

Ainsi en matière de fiscalité et de dépense publique, Macron ferme la porte à toutes modifications des réformes qu'il a engagé, et si la première question semble ouvrir le débat « comment rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? » c'est une illusion vite dissipée par les questions suivantes :

« en baissant quels impôts ? »

« et si on baisse les impôts, il faut donc baisser les dépenses publiques. Lesquelles ? »

« Quels SP devrait-on supprimer ? Doit-on en créer de nouveau ? »

« Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs prioritaires ? »

Sarkozy, Fillon, et d'autres l'ont rêvé, Macron le fait. Il se sert du mouvement social pour légitimer la doctrine libérale de moins de dépenses publiques pour moins d'impôts à l'inverse de la demande des gilet jaunes. Il impose comme seul objet de discussion possible un moins disant social, dans lequel il faudrait que nous citoyens, nous définissions les dépenses ou les services publics qu'il faudrait réduire pour compenser les cadeaux au 1%.

Nous ne pouvons pas laisser passer, nous devons porter nos mandats, défendre les services publics et ses fonctionnaires. S'il est légitime de questionner l'imposition, la dépense publique, notre pacte social, c'est à condition de pouvoir débattre de tout et que le mouvement social puisse porter :

" une autre répartition des richesses entre capital et travail

" la remise en cause de l'injustice fiscale (ISF, CICE, flat-tax, exit tax ...)

" la différenciation de l'impôt indirect (TVA, TIPP...) injuste socialement de l'impôt sur les revenus du travail et du capital.

" la défense de notre pacte social où l'assurance maladie, chômage, les retraites sont financés par les cotisations salariales et patronales

" la défense de la dépense publique que constituent les minimas sociaux, les services publics et les fonctionnaires. Et de redire le rôle de ces dépenses en matière de redistribution des richesses, de réduction des inégalités

" et que ce qui coûte un pognon de dingue, ce n'est pas les minimas sociaux ou la fraude à l'assurance chômage mais la fraude fiscale et les exonérations patronales

Ces arguments, ici, nous les connaissons mais il faut les partager au sein de notre milieu mais aussi au-delà, partout où des débats auront lieu, pas forcément dans les débats macron, partout et surtout avec la population.